



# ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

## Conditions d'attribution

Question écrite n° 41000

### Texte de la question

M. Yves Bur attire l'attention de M. le ministre délégué au logement sur les subventions et prêts de l'Etat destinés à la construction, l'acquisition et à l'amélioration des logements locatifs aides. Des le 1er juillet 1996, un nouveau mode de calcul permettra d'évaluer les besoins en la matière. Les modalités retenues visent à inciter les maîtres d'ouvrage à diminuer le coût des constructions et, par conséquent, des loyers. Cela est tout à fait bénéfique pour les Français, mais, malheureusement, cela entraîne également une réduction des surfaces qui est préjudiciable aux personnes handicapées. Cette situation, incompatible avec la mise en œuvre des règles d'accessibilité et d'adaptabilité telles que définies dans le cadre de la construction et de l'habitation, les préoccupe donc très sérieusement. En effet, les surfaces majorées de 10 à 12 p. 100 qui sont imposées et visent à leur rendre accessibles le plus de logements possibles sont-elles compatibles avec ce nouveau mode de calcul ? Il souhaiterait donc savoir quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement afin de favoriser la vie à domicile des personnes handicapées et à mobilité réduite et si le Gouvernement compte améliorer l'accessibilité et l'adaptabilité des unités de vie qui, malheureusement, font encore l'objet de nombreux cas de non-conformité.

### Texte de la réponse

L'honorable parlementaire appelle l'attention sur le mode de calcul des subventions et des prêts locatifs aides (PLA) qui s'applique aux logements sociaux réalisés depuis le 1er juillet 1996 et sur les risques que cette nouvelle réglementation lui paraît faire encourir à l'accessibilité des logements aux personnes handicapées et à mobilité réduite. Il convient tout d'abord de rappeler que le nouveau dispositif prend pour base de calcul des subventions la surface habitable, si bien qu'un maître d'ouvrage qui veut réduire la taille d'un logement voit sa subvention diminuée en proportion. La nouvelle réglementation n'incite donc nullement à la réduction de la taille des logements et, a fortiori, elle ne comporte aucune disposition pour contraindre les maîtres d'ouvrage dans ce sens. Elle est conforme à l'aspiration légitime des personnes handicapées qui entendent vivre à domicile, et cela d'autant plus qu'elle prévoit, dans le cas des opérations de construction neuve bénéficiant du label qualité accessibilité, une majoration de subvention de 5 p. 100 qui est plus élevée que celle qui était retenue auparavant ; dans le cas de logements anciens acquis et améliorés pour lesquels il n'existait jusqu'à présent aucun encouragement à améliorer l'accessibilité, elle prévoit une majoration de subvention pouvant aller jusqu'à 4 p. 100 à raison des travaux entrepris à cet effet. Ces deux mesures nouvelles, prises alors que la réforme supprime pour des raisons de simplification de nombreux autres critères de l'ancienne réglementation, témoignent de l'importance attachée à l'accessibilité des logements. À cet égard, la construction sociale continue à jouer un rôle pilote, les logements réalisés dans ce secteur se situant traditionnellement en conformité, sinon en avance, par rapport aux règles d'accessibilité et d'adaptabilité définies par le code de l'habitat et de la construction, qui sont par ailleurs intégralement maintenues.

### Données clés

Auteur : [M. Bur Yves](#)

**Circonscription** : - UDF

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 41000

**Rubrique** : Logement : aides et prêts

**Ministère interrogé** : logement

**Ministère attributaire** : logement

Date(s) clé(e)s

**Question publiée le** : 15 juillet 1996, page 3778

**Réponse publiée le** : 5 août 1996, page 4287